

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22045 - 81ÈME ANNÉE

**CLes transporteurs demandent plus d'assistance financée par toute la population, y compris les pauvres**

**PLes transporteurs laissent tranquille les actionnaires des compagnies pétrolières, principaux bénéficiaires de la hausse abusive des prix des carburants**



Hier, la Région Réunion a reçu les transporteurs qui réclament toujours plus d'aides publiques financées par tous les Réunionnais. Mais avant cette rencontre, la collectivité a posé un cap clair : des mesures pour toute la population, avec la baisse de moitié des abonnements Car Jaune et le maintien du prix du gaz. Pour la présidente, la Région a fait sa part. Aux pétroliers désormais d'assumer leurs responsabilités.

La confrontation était attendue. Hier après-midi, les patrons transporteurs ont rencontré la Région pour exiger de nouvelles aides face à la flambée des carburants. Une revendication déjà connue : obtenir davantage de soutien public, financé indirectement par l'ensemble des Réunionnais.

Mais avant même cette réunion, la Région a pris la parole lors d'une conférence de presse pour fixer les lignes. Et le message est sans ambiguïté : la priorité doit aller à toute la population, pas uniquement à un

secteur.

territoire.

## Baisse des prix des bus interurbains

Mesure phare annoncée : la réduction de moitié du prix des abonnements au réseau de bus Car Jaune pendant six mois. Une décision concrète, immédiate, qui vise à aider les Réunionnais à faire face à l'augmentation des coûts de déplacement. En facilitant l'accès aux transports collectifs, la Région envoie aussi un signal : il faut sortir progressivement de la dépendance au tout-automobile.

Dans le même esprit, la collectivité a rappelé son engagement sur un autre poste essentiel du budget des ménages : le gaz. La bouteille reste plafonnée à 18 euros grâce à une subvention régionale. Là encore, il s'agit de protéger le pouvoir d'achat, en particulier des familles les plus modestes.

Pour la présidente du conseil régional, la ligne est claire : « la Région a fait sa part ». Les propositions avancées la semaine dernière à la Chambre de commerce et d'industrie restent sur la table. Il n'est pas question d'entrer dans une spirale où chaque revendication patronale se traduirait par un nouvel effort financier de la collectivité.

Car une autre responsabilité est désormais pointée du doigt : celle des compagnies pétrolières. Ce sont elles qui bénéficient directement de la hausse des prix, notamment à travers l'explosion du coût du gazole hors taxe. C'est donc à elles de faire un effort, en réduisant leurs marges et en jouant la transparence sur la formation des prix.

Dans ce contexte, la position de la Région marque un rééquilibrage du débat. D'un côté, des transporteurs qui demandent un soutien accru. De l'autre, une collectivité qui rappelle que l'argent public doit bénéficier à tous, et pas seulement à quelques acteurs économiques.

La réduction des abonnements Car Jaune ouvre une perspective : celle d'un modèle de mobilité plus accessible, plus collectif, moins dépendant des fluctuations du pétrole. Une orientation qui rejoint les enjeux de long terme pour La Réunion : développer des alternatives crédibles, réduire les inégalités d'accès aux déplacements, et renforcer la résilience du

## Les transporteurs défendent leurs intérêts en demandant plus d'assistance

La réunion d'hier n'a sans doute pas clos les tensions. Mais elle a permis de clarifier les responsabilités. La collectivité agit pour la population. Les transporteurs défendent leurs intérêts. Et les pétroliers, pour l'instant, restent en retrait du débat public.

Or, c'est bien là que se situe le cœur du problème. Tant que la question des marges et des profits ne sera pas posée, les Réunionnais continueront de payer le prix fort.

Dans cette crise, un choix s'impose : faire peser l'effort sur tous, ou exiger que ceux qui profitent de la situation contribuent réellement.

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

## Communiqué du Comité solidarité Chagos-La Réunion et du Mouvement Réunionnais Pour la Paix

# Pas de répit pour les Chagossiens

Après une victoire historique en 2019 devant la Cour internationale de Justice, ordonnant au Royaume-Uni de restituer les Chagos à Maurice, rien n'a changé. Londres multiplie les promesses sans agir, invoquant aujourd'hui l'absence de soutien des États-Unis. Derrière ces blocages, persiste une logique coloniale. Pendant ce temps, les Chagossiens attendent toujours justice et le droit de rentrer chez eux.

Après plus de cinquante ans de lutte, à la suite de leur expulsion illégale de leur pays, les Chagossiens ont obtenu une victoire historique en 2019 devant la Cour internationale de Justice de La Haye.

Dans un avis clair, la Cour a ordonné au Royaume-Uni de mettre fin à son administration de l'archipel des Chagos et de restituer ces territoires à la Maurice dans les plus brefs délais.

Pourtant, sept ans plus tard, cette décision n'est toujours pas appliquée.

Longtemps, le gouvernement britannique a fait la sourde oreille. Puis, en 2022, dans un contexte international marqué par la guerre en Ukraine et les accusations portées contre la Russie de violation du droit international, le Royaume-Uni s'est retrouvé face à ses propres contradictions. Comment dénoncer la colonisation tout en la pratiquant ?

Un accord de principe a alors été annoncé entre Londres et Port-Louis en vue de la restitution des îles Chagos.

Mais si le gouvernement mauricien a rapidement affiché sa volonté d'avancer, le gouvernement britannique, lui, n'a cessé de repousser l'échéance, tout en multipliant les déclarations d'intention sans effets concrets.

### **Nouveau blocage : l'absence de soutien des États-Unis**

Aujourd'hui, un nouveau blocage est annoncé. Le prétexte avancé : l'absence de soutien des États-Unis. Pourtant, ce soutien n'a jamais été constant dans ce dossier, y compris sous la présidence de Donald Trump, dont les positions ont oscillé au gré des intérêts stratégiques.

Que se passe-t-il réellement ? Les tensions internatio-

nales, notamment autour de l'Iran et du détroit d'Ormuz, servent-elles aujourd'hui de justification à un nouveau recul ?

Une chose est certaine : derrière les discours sur la démocratie et le droit international, certaines grandes puissances continuent d'agir selon une logique de domination, de contrôle stratégique et d'intérêts économiques.

Le peuple chagossien, lui, attend toujours justice.

Face à cela, notre responsabilité est claire. Nous ne pouvons pas rester silencieux. Nous devons continuer à informer, à mobiliser, à dénoncer ces injustices. Soutenir le droit au retour des Chagossiens, c'est défendre le respect du droit international, mais aussi une certaine idée de l'humanité, fondée sur la dignité, la justice et la paix.

Car tant que les Chagossiens ne seront pas revenus sur leur terre, le combat ne sera pas terminé.

**Georges Gauvin et Alain Dreneau**  
**Pour Le Comité solidarité Chagos-La**  
**Réunion**

**Julie Pontalba**  
**Pour Le Mouvement Réunionnais Pour la**  
**Paix**

# Oté

## Kan bann fo zidé néna la vi dir...

Mézami pou sak konm mwin la gingn la shanss viv pandan lontan, nou la vi aparète in takon bann fo zidé épi bann fo zidé-la la disparète ké ni kroi. An parmi bann fo zidé mwin la antann pandan lontan in pé apré dir é rodir la tèr lé plate.

Mwin la konète in péshèr kanote téi di konmsa : si mi sava loin mèm avèk mon kanote, si mi déssote réssif épi mi pouss déssi. V'ariv in l'èr m'a trape la lign d'orizon épi pétète m'a tobm dann fon ; Dann tan-la mwin téi sava lissé épi mwin l'avé aprann la tèr lé ron. Mwin l'avé in glob térés é mwin la fé oir ali mé mi panss pa li la obliye son lidé konm de koi laq tèr lé plate.

Antanssion la pa arienk bann moune tré pé instruiyé i di dé shoz konmsa. Dé foli sé bann sava dann zot péi k'téi di dé shoz konmsa : konm par égzanp bann demoue téi frékanke bann nazi laba dann lalmagn é banna zot ossi téi kroi bann zidé fo konmsa.

Pou sak la konète la fin vintyèm syék épi komanssman vintéinyèm néna sak i kroi lo klima té apré réshofé-sansa dérèglé si zot i vé — é sa téi mète lo mond dann danzé mé néna sak i kroi pa ditou in n'afèr konmsa. Alor zot i di na pwin réshofman, limanité lé pa dann danzé, mèm d'apré zot l'om na pwin okin résponsabilité dann réshofman — dérègloman la tèr.

Antanssion la pa bann moune kouyon-kouyon i di d'zafèr konmsa. Néna mèm in pé lé prézidan bann gran-gran péi konm lamérik é pa pli loin ké néna dé-troi zour li la di li la fine ranport la viktoir dsi sak i kroi néna in réshofman d'la tèr é toute é ninporte kwé lé in bon pou zot démonstrassion... Konm koi bann fo zidé néna la vi dir é kan wi panss zot lé mor an réalité zot lé bien bvivan.

A bon antandèr salu !

*Justin*